

Vote RN et racialisation de la solidarité

par Félicien Faury

Le *welfare chauvinism*, « chauvinisme du bien-être », désigne la tendance à soutenir les politiques sociales sous condition que celles-ci soient réservées aux seuls nationaux. Jusqu'à quel point cette catégorie peut-elle s'appliquer à l'électorat du Rassemblement national ?

La gauche peut-elle (re)conquérir les électeurs du Rassemblement national (RN) ? À cette question si souvent posée, on a pu légitimement souligner que les classes populaires et moyennes fragilisées se tournant vers le RN ont un intérêt objectif aux politiques sociales promues par la gauche. Cet espoir se heurte néanmoins à deux obstacles majeurs. Le premier, c'est que s'il existe effectivement au sein de cet électorat un certain nombre de demandes sociales, ces dernières sont le plus souvent passées au tamis de la préférence nationale. Un parti comme le RN peut ainsi tout à fait défendre des mesures redistributives et certains acquis sociaux (aussi flou ce discours soit-il¹) tout en rappelant, lorsqu'il s'adresse à ses électeurs, que les bénéfices de ce système social seront réservés aux « Français d'abord ».

Au début des années 1990, la science électorale forge la catégorie de *welfare chauvinism* (parfois traduit par « chauvinisme du bien-être ») pour désigner cette

¹ https://www.challenges.fr/politique/le-rn-entretient-le-flou-sur-son-programme-et-cherche-a-rassurer_896673 ; <https://www.jean-jaures.org/publication/les-contradictions-du-programme-social-du-rassemblement-national/> ; <https://www.mediapart.fr/journal/france/290322/non-le-programme-economique-de-marine-le-pen-n-est-pas-de-gauche>

combinaison entre un soutien aux politiques d'aides sociales (*welfare*) et le refus que les immigrés en bénéficient (Andersen, Bjørklund, 1990 ; Kitschelt, 1995). L'État social, s'il peut être généreux, ne doit l'être que pour les « nationaux » ou identifiés comme tels. L'expression a depuis fait florès au sein de la science politique (Careja, Harris, 2022), utilisée pour rendre compte à la fois des stratégies des partis de droite radicale et des préférences politiques de leurs électeurs.

Comme on va le voir, cette notion aide, sur certains points, à mieux comprendre les logiques du vote RN. Elle traduit en revanche assez mal le fait que beaucoup d'électeurs de ce parti – et c'est le second obstacle – peuvent aussi manifester une suspicion vis-à-vis des chômeurs et des « assistés », développant de ce point de vue des attentes moins *welfare* que *workfare* – pour reprendre la terminologie utilisée pour nommer les politiques d'« activation » des aides sociales. Il paraîtrait dès lors plus ajusté de parler ici de *workfare chauvinism* pour rendre compte de ces attitudes au sein de l'électorat RN, combinant hostilité envers certaines minorités et rejet de l'« assistanat ». Sur ces deux plans, il sera compliqué, ce qui ne veut pas dire impossible, d'attirer ces électeurs vers la gauche.

L'électoratisation du racisme

La plupart des enquêtes statistiques et de terrain le suggèrent², il est impossible d'expliquer le vote RN sans prendre au sérieux la force sociale du racisme et de ses différentes déclinaisons³. C'est le premier avantage de la catégorie de *welfare chauvinism* que de rappeler cet élément incontournable – même si l'on ne peut que regretter cette tendance à l'euphémisation dont fait trop souvent preuve la science électorale, en l'occurrence par le recours à des termes comme ceux de « chauvinisme », « nationalisme » ou « nativisme »⁴.

² Pour une synthèse, voir Touzet, 2024.

³ Pour une défense de l'utilisation de la catégorie de « racisme » comme catégorie générique, à partir de laquelle il est possible de distinguer différents types et différents degrés, lire notamment Hardimon, 2019.

⁴ Comme je le développe ailleurs (Faury, 2024), le lexique du « national » est à l'extrême droite une manière de dire le racial. Sur mon terrain comme sur d'autres, les termes d'« immigrés » et « d'étrangers » désignent des groupes racialisés et non, en tout cas pas uniquement, les immigrés ou étrangers au sens juridique ou administratif. Par ailleurs, l'utilisation massive en science politique de la notion de « nativisme » pour désigner la volonté de préserver une majorité blanche sur un territoire national donné a pour inconvénient de reconduire le mythe selon lequel chaque État-nation aurait une

Si le racisme est un phénomène transversal et multiforme qui traverse la société en son entier (et donc tous les électors), son explicitation et sa politisation restent, elles, variables selon les périodes et les groupes sociaux. Comme l'ont très bien montré les travaux de Vincent Tiberj, le niveau de préjugés racistes dicibles a, en moyenne, baissé au cours des dernières décennies en France. Mais la tendance nouvelle réside dans leur politisation et leur expression électorale croissante, en particulier chez les personnes qui restent les plus « ethnocentristes »⁵ relativement au reste de la population (Tiberj, 2024, chap. 3 et 6).

Intensification des concurrences sociales incitant à la sélectivité raciste, logiques réactives face aux transformations des relations entre majoritaires et minoritaires en période post-coloniale, émergence d'une offre politique et médiatique alimentant quotidiennement les obsessions de l'immigration et de l'islam : toutes ces évolutions ont contribué à faire des affects racistes des éléments désormais légitimement politisables, qui se traduisent d'autant mieux en votes concrets. À proprement parler, le succès du RN n'est donc pas le signe d'une montée du racisme dans la société française, mais d'une montée de son *électoratisation* – de sa mise en votes au profit de l'offre politique qui semble désormais la plus crédible en la matière.

Le second avantage de la notion de *welfare chauvinism* est d'indiquer que demandes sociales et aspirations racistes peuvent tout à fait *cohabiter*, les unes n'empêchant pas les autres. Si, du point de vue des inégalités de classe, les électeurs du RN se situent encore majoritairement (malgré certaines percées au sein des classes supérieures) du côté des dominés, ils sont en revanche, du point de vue des inégalités spécifiquement ethno-raciales (Safi, 2013), encore largement du côté des dominants, bénéficiant d'avantages spécifiques par rapport aux groupes minoritaires. Ces électeurs peuvent donc logiquement entretenir des désirs de redistribution conformes

base ethnique privilégiée et historique (« native »), ce qui n'a jamais été le cas (Thiesse, 1999). Prise au sens d'un nationalisme exclusif, cette notion ne permet pas non plus de comprendre pourquoi certaines migrations sont plus acceptées que d'autres, et que des migrants récents (européens) peuvent être bien davantage tolérés que des descendants d'immigrés (postcoloniaux), pourtant Français depuis plusieurs générations. Cette catégorie est plus problématique encore dans des contextes comme celui des États-Unis, où les *Native Americans* ne sont pas exactement les trumpistes auxquels le qualificatif de « nativistes » renvoie la plupart du temps.

⁵ La notion d'ethnocentrisme, inspirée des études adorniennes sur la « personnalité autoritaire » et de la psychologie sociale, désigne la disposition à valoriser les groupes auxquels on s'identifie et à inférioriser les groupes perçus comme « autres », le tout selon des contours racialisés. Les échelles d'ethnocentrisme mesurent ainsi la récurrence, l'intensité et la cohérence des préjugés à l'égard de groupes racialisés (« immigrés », « juifs », « musulmans », etc.) Cf. Mayer, Michelat, Tiberj, Vitale, 2015.

à leurs intérêts de classe tout en manifestant, sur le plan racial, un rejet des groupes et individus identifiés comme moins « Français » qu'eux.

Une des implications de ce constat est qu'il ne suffit pas d'activer le clivage de classe pour que le clivage racial perde, automatiquement, de sa vigueur. Dit autrement : désigner des ennemis de classe (riches, patrons, gouvernants, etc.) peut avoir une vertu stratégique en soi, mais n'empêchera pas nécessairement la constitution, en parallèle, de boucs émissaires racialisés (immigrés, musulmans, minorités, etc.). L'hostilité n'est pas un jeu à somme nulle, et les rapports de pouvoir ne fonctionnent pas comme des vases communicants. Parce qu'ils ont chacun leur part d'autonomie, il apparaît crucial de lutter contre le racisme *de front*, et non simplement en espérant que (faire) regarder ailleurs suffira.

Le travail comme dignité sociale

Mais cela n'est pas tout. Car même si elle parvenait à assécher les sources du racisme, ou à tout le moins à les désactiver électoralement, la gauche serait confrontée à un second problème, complémentaire et redoutable. C'est que les électeurs du RN ne s'éloignent pas de la gauche uniquement dans leur rapport à l'immigration et aux minorités ethno-raciales. Y compris sur des enjeux plus spécifiquement relatifs aux rapports entre classes sociales, cet électorat présente beaucoup d'attitudes qu'on pourrait qualifier de « workfaristes ». Le terme de *workfare*, venu des États-Unis, mais qui a essaimé depuis, permet de qualifier la « nouvelle norme de la mise au travail » qui « oblige les allocataires de l'aide sociale à travailler pour percevoir leur allocation » (Simonet, 2020 ; voir aussi Barbier, 2008). Désignant un ensemble de réformes du système d'assistance⁶, la notion renvoie plus largement à une rhétorique et à une pensée « habituellement associées au répertoire libéral de protection sociale, qui dénoncent les effets désincitatifs des prestations sociales » (Palier, 2008), accompagnant le tournant rigoriste dans le contrôle des chômeurs et des pauvres (Vivès *et al*, 2023 ; Duvoux, 2012).

Différentes recherches signalent que si l'électorat du RN reste relativement hétérogène sur les questions de libéralisme économique, ses diverses fractions électorales se rassemblent néanmoins « quand il s'agit de contrôler les chômeurs »

⁶ Y compris en France, ce dont témoigne par exemple la récente réforme du revenu de solidarité active (RSA).

(Tiberj, 2024, p. 186). Les électeurs du RN se distinguent nettement des électeurs de gauche dans le sentiment que les chômeurs « trouveraient plus facilement du travail s'ils le voulaient vraiment » (Ifop, 2023) et que ceux « n'étant pas dans une recherche active d'emploi devraient perdre leur indemnité » (Haute, Le Lann, Touzet, 2024). Au sein de cet électorat se côtoient ainsi des demandes de politiques sociales et de redistribution (taxation des plus riches par exemple) et des positionnements plutôt « de droite » lorsqu'il s'agit de se prononcer sur le contrôle des prestations sociales, sur la liberté patronale de licencier ou sur l'hostilité aux syndicats (Le Lann, 2024). Là encore, la conscience d'antagonismes vis-à-vis du « haut » de l'espace social n'empêche aucunement l'entretien d'hostilités ou de mises à distance vis-à-vis du « bas » – ce que le sociologue Olivier Schwartz (2009) a justement qualifié de « conscience sociale triangulaire ».

Les enquêtes de terrain montrent à quel point la critique des « assistés », accusés de vivre des aides sociales, est présente au sein de l'électorat RN (mais aussi, on y reviendra, bien au-delà). Cette stigmatisation est le revers d'une forte valorisation du travail, qui devient d'autant plus vive lorsque les emplois stables se font de plus en plus rares. Le sentiment que l'économie est en déclin et qu'il « n'y en aura pas pour tout le monde » se superpose à des univers symboliques où, comme l'a analysé Benoît Coquard, se répète que celui « qui ne travaille pas ne vaut rien » (Coquard, 2019, p. 66). La mise à distance des « chômeurs » et des « assistés » permet de se placer soi-même du côté, digne socialement, des travailleurs.

Dans certaines parties de l'électorat lepéniste, la question fiscale est aussi particulièrement saillante (Marchand-Lagier, 2017), structurée par la conviction de faire partie des groupes à qui l'on « prend beaucoup » et qui n'ont en retour « droit à rien », quand d'autres reçoivent des aides « sans rien faire ». L'impôt est ainsi perçu comme une aumône (Palheta, 2024, p. 100) faite à des personnes qui ne la méritent pas. Selon les segments électoraux concernés, le chômage peut donc susciter tantôt de la peur (la crainte sourde de se retrouver soi-même sans emploi), tantôt de la colère (vis-à-vis des « profiteurs » du système de redistribution étatique) – et, dans les deux cas, de la défiance vis-à-vis des groupes jugés insuffisamment « productifs » (Feher, 2024)⁷.

Si la substitution d'un antagonisme travail/assistance à un antagonisme capital/travail n'a bien sûr rien d'inéluctable, elle n'en demeure pas moins structurée

⁷ Comme le suggère Michel Feher (2024), cet imaginaire « producériste » et l'autre récit de la lutte sociale qu'il permet peut concerner aussi des classes supérieures et/ou patronales, scellant des alliances potentielles entre droite et extrême droite.

par des tendances lourdes. L'installation d'un chômage de masse, la progressive fragmentation des droits sociaux universels (Castel, 2009), l'opacité du système redistributif (Spire, 2018), combinées à la stigmatisation au long cours des « mauvais pauvres » (Duvoux, 2012), ont attisé les concurrences entre les groupes sociaux (notamment populaires) et contribué au développement d'attitudes *workfare* en leur sein.

« Workfare chauvinism » : le mérite et l'héritage

Racisme et anti-assistance présentent des affinités électives, et se nourrissent souvent mutuellement. Le fait que les chômeurs soient assimilés aux minorités ethno-raciales attise la suspicion portée à leur rencontre ; inversement, le fait que les groupes racisés soient associés à l'« assistanat » (et donc à l'oisiveté et à la mauvaise volonté) amplifie et légitime encore davantage le racisme dont ils font l'objet.

On peut en revanche noter que, sur un plan analytique, « *workfare* » et « *chauvinism* » renvoient à des raisonnements moraux distincts.

« La France s'hérite ou se mérite » est une formule connue du Rassemblement national, régulièrement répétée par ses porte-parole⁸ : la nationalité s'acquiert soit par filiation, soit par des « efforts d'intégration » que chaque immigré doit fournir – efforts souvent jugés insuffisants par le RN. Mais à bien y regarder, selon cette logique, les « non-méritants » sont ici aussi les Français *sans* ascendance migratoire récente – qui, eux, se contentent d'« hériter » de leur citoyenneté française, sans autre mérite que le hasard de leur naissance. La différence entre « naturels » et « naturalisés », pour reprendre les mots d'Abdelmalek Sayad (1993), repose de fait sur une légitimité différente de celle qui sépare « travailleurs » et « assistés »⁹.

S'estimer légitime à bénéficier en priorité des aides sociales découle certes de la conviction d'avoir mérité, par son travail et ses efforts, son intégration dans la

⁸ https://rmc.bfmtv.com/actualites/politique/marine-le-pen-la-nationalite-francaise-s-herite-ou-se-merite_AV-201701030243.html ; <https://www.cnews.fr/france/2024-02-12/mayotte-la-nationalite-francaise-s-herite-ou-se-merite-defend-jordan-bardella>

⁹ Comme le notent Michaël Foessel et Étienne Ollion (2024, p. 21), l'extrême droite continue ainsi de valoriser les inégalités de fait formées par la concurrence et le mérite, tout en soulignant que certaines (et c'est sa spécificité par rapport à la droite historique) demeurent « *irratrapables* », en raison « de la naissance ou des origines culturelles ».

solidarité nationale. Mais cette assurance s'appuie aussi sur le fait, plus simple peut-être, de se sentir davantage appartenir à la Nation française que ces « autres » à qui on accorde trop. S'auto-identifier comme « vrai Français » – et ici francité et blanchité s'entremêlent – c'est aussi se sentir habilité, comme par la force de l'évidence (« nous, c'est notre pays », « on est quand même en France »), à jouir prioritairement des ressources collectives de l'État national.

Se dessinent ici deux types de « sociodicées », pour reprendre le terme utilisé par Bourdieu (1971) pour désigner les « bonnes raisons » mobilisées par chaque groupe pour justifier du bien-fondé de ses privilèges sociaux. Une sociodicée de classe, adossée principalement à une morale du *mérite*, justifiant et valorisant une position socio-professionnelle ; une sociodicée nationale- raciale, fondée sur ce qu'on pourrait nommer une morale de *l'héritage* (sinon de l'hérédité), où la position nationale majoritaire dont on hérite vient légitimer tout un ensemble de privilèges par rapport aux individus dont l'assimilation au corps national reste, elle, à prouver.

La politisation du *workfare chauvinism* se joue donc à l'articulation entre ces deux modes d'octroi des dignités sociales. Les deux peuvent bien sûr fonctionner séparément, et l'un peut parfois compenser partiellement l'autre – le « bon immigré » étant souvent l'immigré « bosseur », démontrant par son travail son intégration. Mais, on l'a suggéré plus haut, c'est lorsque le rejet de l'assistance et l'hostilité envers l'immigration se *combinent* que la distribution des aides apparaît comme la plus scandaleuse et la plus intolérable. Comme j'ai pu le constater au cours des entretiens menés auprès d'électeurs du RN (Faury, 2024), c'est lorsque les « immigrés » sont *en plus* perçus comme « chômeurs » (ou inversement) qu'un saut affectif et normatif s'opère dans la dénonciation.

C'est lorsque la critique de l'« assistanat » se racialise qu'elle se politise de la façon la plus intense, augmentant sa propension à se traduire en vote pour l'extrême droite. Cette *racialisat*ion de l'assistanat constitue un ressort crucial du vote RN.

Des faits à défaire

Le vote est un phénomène multi-factoriel, et les constats rappelés dans ce texte n'épuisent pas la diversité des raisons pour lesquelles des électeurs penchent, de façon

croissante, vers les partis d'extrême droite¹⁰. Par ailleurs, on l'a dit, les recherches sur cet électorat montrent aussi que des demandes de redistribution persistent en son sein, s'accompagnant d'un « attachement à l'État » (Spire, 2018) et tout particulièrement aux services publics.

Il n'en reste pas moins que les tendances esquissées ici doivent être regardées en face. La centralité du racisme dans la fabrique des préférences électorales pour l'extrême droite est régulièrement euphémisée, on le sait, dans l'espace public, intellectuel et politique. Mais sa reconnaissance ne doit pas non plus faire oublier qu'y compris sur le versant des rapports de classe, les électeurs du RN sont loin de partager des visions du monde qui les porteraient naturellement vers la gauche.

Lorsqu'elle accomplit sa vocation de description critique du monde social, la sociologie – et singulièrement la sociologie politique – craint toujours que les états sociaux qu'elle met au jour soient interprétés comme des essences, des faits impossibles à défaire. Elle doit ainsi constamment rappeler qu'analyser avec réalisme une situation politique ne signifie en rien qu'il faille s'y résoudre. Les attitudes de rejet des « immigrés » ou des « assistés » ne sont pas inscrites dans les gènes des électeurs, mais tributaires de leurs conditions matérielles d'existence et de leur environnement social et politique. Elles ne sont donc nullement immuables. La lucidité n'empêche pas la transformation, et elle est même sa plus sûre alliée pour ne pas céder à un volontarisme naïf (écueil symétrique du fatalisme) face à la solidité des structures sociopolitiques.

Enfin et surtout, cet enjeu dépasse la seule question de la « conquête » des électeurs du RN. Le racisme et la critique de l'assistanat sont des phénomènes diffus et présents dans toute la société, non réductibles aux seuls électorats de l'extrême droite. La gauche a donc un intérêt plus large – et vital politiquement – à défaire ces visions du monde et les sociodécès qui leur sont rattachés¹¹.

¹⁰ Il faudrait par exemple mentionner également la variable du niveau de diplôme, et du rapport au pôle culturel et à la gauche que cela implique.

¹¹ Chercher à se les approprier, par stratégie de « triangulation », apparaît *a contrario* (très) risqué d'un point de vue électoral (Haute, 2024 ; Enggist, 2024).

Bibliographie

- Jørgen Goul Andersen, Tor Bjørklund, “Structural changes and new cleavages: the progress parties in Denmark and Norway”, *Acta Sociologica*, 33(3), 1990, p. 195–217.
- Jean-Claude Barbier, « Pour un bilan du workfare », *La Vie des idées*, 4 novembre 2008.
- Pierre Bourdieu, « Genèse et structure du champ religieux », *Revue Française de Sociologie*, 12, 1971, p. 295-334.
- Romana Careja, Eloisa Harris, “Thirty years of welfare chauvinism research: Findings and challenges”, *Journal of European Social Policy*, 32(2), 2022, p. 212-224.
- Robert Castel, *La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l’individu*, Seuil, 2009.
- Nicolas Duvoux, *Le Nouvel Âge de la solidarité. Pauvreté, précarité et politiques publiques*, Seuil, 2012.
- Matthias Enggist, « Why Welfare Chauvinism is not a Winning Strategy for the Left », Progressive Politics Research Network Brief, 2024.
- Félicien Faury, *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l’extrême droite*, Seuil, 2024.
- Michel Feher, *Producteurs et parasites. L’imaginaire si désirable du Rassemblement national*, La Découverte, 2024.
- Michaël Fessel, Etienne Ollion, *Une étrange victoire. L’extrême droite contre la politique*, Seuil, 2024.
- Michael O. Hardimon, « Should We Narrow the Scope of Racism to Accommodate White Sensitivities? », *Critical Philosophy of Race*, 2019.
- Tristan Haute, Yann Le Lann, Hugo Touzet, « Conditions de travail et d’emploi et attitudes politiques en France », communication au congrès de l’AFSP, 2024.
- Tristan Haute, « Élargir les bases socio-électorales de la gauche : nécessités, difficultés et incertitudes », *Contretemps*, 9 octobre 2024
- Ifop, « Radioscopie de l’électorat du Rassemblement national – Vague 4 », juin 2023.

- Herbert Kitschelt, en collaboration avec Anthony J. McGann, *The Radical Right in Western Europe. A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1995.
- Yann Le Lann, « Classes populaires, marchandisation du travail et vote RN », dans Ugo Palheta (coord.), *Extrême droite : la résistible ascension*, Amsterdam, Institut La Boétie, 2024.
- Christèle Marchand-Lagier, *Le vote FN. Pour une sociologie localisée des électorats frontistes*, De Boeck Supérieur, 2017.
- Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale, « Le regard des chercheurs : L'univers des préjugés ethnocentristes », La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie – Année 2014, *La Documentation française*, p. 219 - 234, 2015.
- Ugo Palheta, « Offensive raciste et montée de l'extrême droite », dans Ugo Palheta (coord.), *Extrême droite : la résistible ascension*, Amsterdam, Institut La Boétie, 2024.
- Bruno Palier, « Du welfare au workfare : les transformations des politiques de lutte contre la pauvreté », *Regards croisés sur l'économie*, n° 4, 2, 2008, p. 162-168.
- Mirna Safi, *Les inégalités ethno-raciales*, Paris, La Découverte, 2013.
- Abdelmalek Sayad, « Naturels et naturalisés », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 99, 1993, p. 26-35.
- Olivier Schwartz, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La Vie des idées*, 2009.
- Maud Simonet, « Le workfare ou la mise au travail gratuit des allocataires de l'aide sociale », *Regards croisés sur l'économie*, n° 27(2), 2020, 184-193.
- Alexis Spire, *Résistances à l'impôt, attachement à l'État. Enquête sur les contribuables français*, Seuil, 2018.
- Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XXe siècles*, Paris, Seuil, 1999
- Vincent Tiberj, *La Droitisation française. Mythes et réalités*, Presses Universitaires de France, 2024.
- Hugo Touzet, « Non les ressorts du vote RN ne sont pas cachés », *AOC*, 13 novembre 2024.

- Claire Vivès, Luc Sigalo Santos, Jean-Marie Pillon, Vincent Dubois, Hadrien Clouet, *Chômeurs, vos papiers ! Contrôler les chômeurs pour réduire le chômage ?*, Raisons d'Agir, 2023.

Publié dans lavedesidees.fr, le 11 mars 2025.